

Les 31 janvier et 1er février a eu lieu, à Namur, le premier Congrès Interdisciplinaire sur le développement durable. Une initiative fortement porteuse de sens à une époque où l'extrême spécialisation des disciplines crée plus de murs que de ponts, et ne permet plus aux innombrables « spécialistes » ou « experts » d'aisément dialoguer en vue d'un objectif qui devrait être le bien commun.

Ce formidable lieu d'ouverture académique fournissait en outre l'occasion à de nombreux acteurs de la société civile, dont Justice et Paix, d'apporter leur vision de terrain mais aussi de prendre la température d'une initiative inspirante qui pourrait bien s'étendre à l'avenir. Décloisonner, remettre du liant dans des sphères professionnelles qui évoluent trop souvent en parallèle et ce, dans le but d'élaborer des solutions innovatrices aux problèmes actuels de notre planète, tels étaient les objectifs de ce Congrès et ... un exemple à suivre ! Vous avez dit « interdisciplinaire » ? C'est à la demande du Ministre du développement durable Jean-Marc Nollet que deux professeurs d'Université, Jean-Pascal van Ypersele (UCL) et Marek Hudon (ULB) se sont lancés dans l'organisation de ce qui est devenu une véritable aventure pour la communauté scientifique travaillant sur le développement durable... et au-delà. En filigrane de la conception du Congrès, on reconnaissait le souffle inspirateur d'Edgar Morin (La Voie, 2011) : « Tout est à repenser. Tout est à recommencer. [...] Tout, en fait, a déjà commencé, mais sans qu'on le sache. [...] Il existe déjà [...] des bouillonnements créatifs, une multitude d'initiatives locales. Mais tout ce qui devrait être relié est dispersé, séparé, compartimenté. Mais elles sont le vivier du futur. Il s'agit de les reconnaître, de les recenser, de les collationner, de les répertorier afin d'ouvrir la pluralité des chemins réformateurs ». Mais si l'idée de cette voie est bien connue, sa concrétisation manque parfois d'artisans... Nous voici au cœur de l'intention de l'événement. La question centrale posée aux plus de 300 participants pendant ces deux journées était la suivante : « Quelle transition pour nos sociétés ? ». Ambitieux programme ! La méthodologie l'était tout autant. La première étape consistait, dans un premier temps, à imposer la ligne de l'interdisciplinarité. Les deux co-présidents n'évitaient pas les difficultés auxquelles ils ont fait face pour mettre en place concrètement les échanges entre chercheurs de disciplines différentes. Marek Hudon : « L'interdisciplinarité, on en parle beaucoup dans le monde académique, mais très peu nombreux sont ceux qui la pratiquent réellement. Les chercheurs sont en effet la plupart du temps évalués par leurs pairs, à l'intérieur du cadre bien défini de leur discipline. C'est un risque important pour eux que d'en sortir. » Et pourtant, tout au long de la quinzaine d'ateliers, des ingénieurs ont commenté les papiers de sociologues, les anthropologues ceux d'économistes, ou encore des biologistes ceux de philosophes. Un enrichissement inédit pour les uns et les autres, peu habitués à questionner et à être questionnés au travers de grilles de lecture et méthodologies de recherche parfois radicalement différentes. Un pas plus loin fermement convaincus que la réflexion

concernant la transition ne peut se faire en vase clos entre académiques, mais nécessite la mobilisation de tous les acteurs de la société, les deux professeurs ont en outre décidé que l'orientation de ce Congrès serait non seulement résolument interdisciplinaire mais aussi transdisciplinaire. Comme le rappelait Jean-Pascal van Ypersele, la transition vers un développement réellement durable ne se fera pas sans la participation de tous ! Un débat entre intellectuels ne suffit plus, il faut élargir la réflexion aux acteurs de terrain, à la population en général. Ce sont eux qui devront mettre en œuvre concrètement cette transition, à un niveau individuel ou plus collectif, pas les scientifiques. Permettre aux académiques d'être interpellés par la société civile au sens large signifiait leur offrir une chance de garder les pieds sur terre, de descendre de la tour d'ivoire dans laquelle certains restent cloisonnés pour se confronter aux réalités du terrain^[1]Entretien téléphonique, février 2013. Autrement dit, n'étaient pas seulement présents des scientifiques croisant leurs champs disciplinaires, mais aussi une foule d'autres acteurs de la société civile : pouvoirs publics, entreprises, monde associatif, citoyens, syndicats, médias, etc. Il soufflait un vent nouveau dans les couloirs du Palais des Congrès de Namur où les ateliers d'échange avaient lieu sur des thèmes aussi divers que « Modèles de la transition », « Biens communs mondiaux », « Logement et aménagement du territoire », etc. Pour Justice et Paix, l'occasion était rêvée d'accompagner ce mouvement dont la méthodologie - le croisement des niveaux et champs d'expertise - comme les thèmes abordés rejoignaient de multiples façons le travail mené au quotidien. Un souffle neuf et inspirant pour agir Le dialogue n'en est encore qu'à ses débuts, mais ce Congrès a contribué à renforcer une voie intéressante, et les esprits en ont été positivement marqués. En témoigne l'enthousiasme des participants au cours de ces deux jours - qu'ils soient citoyens, politiques ou académiques - relayé par celui des co-présidents. Jean-Pascal Van Ypersele estimait ainsi qu'« il y aurait un « avant » et un « après » en termes d'activités scientifiques autour du développement durable. Des portes restées fermées trop longtemps ont été ouvertes. ». Marek Hudon a, lui, relevé que « de nombreux échanges entre académiques et acteurs de terrain ont eu lieu pendant les ateliers de réflexion mais aussi en dehors. Des ponts ont été jetés entre des univers qui coexistent souvent sans se croiser. Les interventions des différents orateurs en séance plénière (Tim Jackson, Jeremy Rifkin, Sunita Narain et Pierre Radanne) ont également contribué à ce souffle inspirant. » Concrètement, de nombreuses pistes d'actions ont été soulignées en vue de répondre aux défis du développement durable et de la transition vers un monde plus juste. Ces défis questionnent Justice et Paix au quotidien et la spécificité de notre travail de terrain nous pousse à préconiser la prise en compte de la dimension « Nord-Sud » de la plupart de nos actions, individuelles ou collectives. Consommation et impacts sociaux, commerce et politique doivent être lus à l'aune de la globalisation, et donc connectés de part et d'autre de la planète. Puisque nos gestes citoyens et les politiques développées par nos pays occidentaux ainsi que par les puissances émergentes ont des

conséquences sur les populations locales du Nord comme du Sud, nous nous devons non seulement d'en être bien informés mais également d'en tenir compte dans nos actions... au risque sinon de voir la paix sociale mondiale encore plus fragilisée. A côté des constats alarmants et des analyses pessimistes, il est d'ailleurs essentiel - et temps ! - d'accorder plus de place aux réussites et bonnes pratiques des acteurs locaux, du Sud comme du Nord. Il faut donner envie aux gens de faire partie du nouveau monde vers lequel nous nous dirigeons à toute vitesse et l'expliquer de façon positive. Le sentiment d'impuissance est l'un des grands dangers de notre époque et ne mène au contraire qu'à la paralysie. Les multiples interventions de ce Congrès ont, là aussi, permis d'alimenter le travail de Justice et Paix. Nous croyons en effet fermement, par exemple, à l'importance de s'appuyer et de relayer les pratiques quotidiennes de populations locales afin que leur expérience puisse essaimer en d'autres lieux. Enfin, autre piste d'inspiration encore, celle exprimée par Tim Jackson (Professeur à l'Université de Surrey, UK) nous incitant à percevoir le côté libérateur de l'acceptation des limites. Loin de l'envisager comme créateur de frustrations, il est possible de concevoir qu'évoluer à l'intérieur d'un cadre - de consommation par exemple - précis, prenant en compte l'impact de nos actions sur les différentes dimensions de notre vie (sociale, économique, environnementale) peut fournir des repères et balises importants. En conclusion, derrière le foisonnement de concepts et d'idées échangés pendant ce Congrès, peut se lire le souhait, voire même le besoin impérieux de nombreux acteurs de la société belge de co-construire les solutions pour un futur durable. Chacun, sur la base de son expérience, occupe une place importante dans ce schéma qui répond à l'évolution d'un monde globalisé et interconnecté. Les lieux où faire entendre ce concert de voix sont à multiplier, dans le respect de chacune. *Laure Malchair*

Documents joints

[Quand le monde académique ouvre ses portes aux acteurs de terrain](#)

Notes

Notes

↑ 1 Entretien téléphonique, février 2013